

POUR

RENNES
CONGRÈS
2025

FSU

JOURNAL DU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE — FSU — MERCREDI 5 FÉVRIER 2025



RÉSISTE !

Avis de tempête !

À Mayotte, depuis 30 ans, le taux de bidonvilles reste à 40 %. La production annuelle de logements sociaux est insuffisante, l'accès à l'électricité, à l'eau et à l'éducation n'est pas garanti pour toutes et tous. 77 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Comme l'ont démontré Chido et Dikeledi, les infrastructures ne résistent pas à un événement climatique majeur car l'État n'a pas de réflexion stratégique sur le développement durable. L'État a préparé deux plans :

Mayotte 2025 annoncé en 2015 et *Plan pour l'avenir de Mayotte* annoncé en 2018. Ces deux plans n'ont été suivis et animés que pendant un an. Mayotte est aujourd'hui la honte de la République ! L'État a une vision court-termiste des besoins en agent-es et ne fait rien pour les attirer et les stabiliser. De ce fait, les services publics sont fragilisés par des effectifs taillés au plus juste. L'État ne tient pas compte des difficultés spécifiques de Mayotte. Les agent-es passent leur temps à gérer des crises et

ne peuvent s'investir durablement, d'autant que les pressions subies les incitent à quitter l'île très vite.

La FSU Mayotte se bat pour que Chido donne l'occasion, non pas de revenir à l'état précédent, mais de construire selon les normes environnementales du XXI^e siècle. Elle est aux côtés des collègues dans toutes les crises et contre les abus d'un État qui exige toujours plus de ses fonctionnaires sans leur en donner les moyens. Elle se bat pour que Mayotte devienne un département digne de ce nom et non une zone permanente de secours ! ♦



Henry Nouri,
SD Mayotte

PAROLES

VISA : CONTRE L'EXTRÊME DROITE
P. 2

REGARDS

NATHAN GUILLEMOT
BENOÎT MONTABONE
P. 2

PARTICIPANT-ES

NATHAN GUILLEMOT
BENOÎT MONTABONE
P. 2

AUJOURD'HUI

MAYOTTE APRÈS
LES TEMPÊTES
P. 3

AUTOUR DE NOUS

WAR!
P. 4

VOTRE AVIS COMPTE !
FLASHEZ POUR ACCÉDER
AU QUESTIONNAIRE SUR
LA FORMATION SYNDICALE*



* Un café offert à la première réponse de chaque demi-journée !

Accueil des exilé·es : ne rien lâcher !

À Rennes, depuis 2016, à la suite à une opération de mise à l'abri de plus de 250 personnes exilées dans un ancien Ehpad, associations, collectifs, partis politiques et syndicats se sont organisés pour unir leurs forces.

Pour les exilé·es, la situation s'est aggravée d'année en année. L'État ne met pas les moyens pour répondre à l'obligation de mise à l'abri, malgré le plan « grand froid ». Les campements de fortune se multiplient dans les parcs de la ville et, pour la première fois cette année, un campement s'est installé de manière durable tout l'hiver. Les services sociaux, démunis, en viennent à orienter les familles vers les lieux réquisitionnés par les militant-es.

Actuellement à Rennes, 230 personnes sont sans solution, parmi lesquelles, des mineur-es isolé-es, des femmes enceintes, des individus en situation de grande vulnérabilité de par leur maladie, leur handicap ou leur âge, et une trentaine d'enfants (dont 6 ayant moins de 3 ans).

Comme le souligne Arnaud Texier, enseignant en maternelle et engagé



Arnaud Texier et Joëlle Couillandre,
engagé-es depuis le début pour la FSU35.

dans le collectif depuis ses débuts pour la FSU 35, « ces enfants ce sont aussi nos élèves ». Comment rester insensible à leur sort ?

L'inter-organisation construit ses actions avec les personnes concernées. Des moments d'échanges avec interprètes sont organisés. C'est ainsi que les militant-es ont récemment accompagné les exilé·es dans l'ouverture

de deux gymnases et la préparation des grandes mobilisations telles que celle de la Journée internationale des migrant-es. Nous vous invitons à découvrir l'exposition consacrée à la situa-

tion au Centre des congrès et à exprimer votre solidarité par la cagnotte (une urne est disponible sur le bar ou en ligne avec le QR code ci-dessus). ♦



PAROLES

Visa : faire du syndicat un outil de lutte contre l'extrême droite

Visa (Vigilances et initiatives syndicales antifascistes) est une association intersyndicale composée de plus de 250 structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, de FO, de la CNT, le Syndicat de la Magistrature...

Depuis 1996, Visa recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du FN/RN sur le terrain social. Visa se veut un outil d'information et de formation afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN progressent. Elles sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès social de nos organisations syndicales.

Visa se donne pour responsabilité particulière de combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, antisyndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les un-es contre les autres, les précaires, les immigré-es, les Français-es, les chômeur-es et celles et ceux qui ont un emploi. Le devoir de Visa est de défendre, de façon intransigeante, dans sa communication et ses actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut :

- en informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure ;
- en analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite ;
- en relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite ;
- en dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, LGBTQIAphobes au sein et hors des entreprises ;



Notre congrès accueille un stand Visa avec des responsables nationaux·les. Vous y trouverez toutes les publications de Visa.

- en se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers ;
 - en aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier aux yeux des salarié-es les propositions prétendues sociales de l'extrême droite ;
 - en alertant sur la présence dans les structures syndicales de militant-es d'extrême droite se prétendant responsables syndicales et syndicaux.
- D'une manière générale, les adhésions et les demandes en formation connaissent une hausse importante ces dernières années. On peut imaginer que la nomination de notre camarade Philippe Challande à la présidence va venir créer une dynamique dans laquelle la FSU va pleinement s'engager. Visa tient à multiplier ses attaches locales pour toucher un maximum de personnes et permettre un travail intersyndical antifasciste de terrain et de proximité.
- Les sections adhérentes sont conviées à se rencontrer aujourd'hui lors du déjeuner. Des affichages vous guideront vers ce moment d'échanges. ♦

Pas de trêve contre les extrêmes droites

L'élection de Donald Trump et l'influence de ses soutiens marquent l'accélération de la montée de l'extrême droite et des connexions qu'elle construit partout sur le globe. C'est une internationale d'extrême droite qui se dessine. En France, si son arrivée au pouvoir a été évitée lors du scrutin législatif par des mécanismes de désistement salutaire, son poids est à un niveau inégalé qui lui confère une position d'arbitre de la vie politique du pays.

Pas un secteur de la société n'est épargné par la diffusion des idées et pratiques nauséabondes d'un parti raciste antisocial dont les politiques vont à l'encontre des intérêts de travailleuses et travailleurs. Tel un virus, il gangrène tous les pans de la société. Ses idées infusent jusque dans les paroles du Premier ministre qui reprend mot pour mot le thème de la « submersion ». Sur tous les lieux de travail, au plus près des agent-es, lutter contre l'extrême droite est l'affaire de toutes et tous ! L'heure est au combat : ne rien laisser passer, se syndiquer pour se protéger ensemble et en finir avec des valeurs incompatibles avec notre syndicalisme. La FSU, toujours à la recherche de l'unité la plus large, fait de ce combat de longue date un enjeu majeur.

Stéphane Tassel, cosecrétaire général du SNESUP-FSU

REGARDS



Nathan Guillemot, membre de l'équipe nationale de l'Union étudiante

Cause commune
La précarité des étudiant-es augmente, ainsi que le montrent notre enquête et celle de l'Observatoire de la vie étudiante. Le problème numéro un, c'est le logement. Beaucoup d'Universités connaissent des déficits budgétaires significatifs. L'enseignement supérieur est victime d'un sous-financement chronique. Postes d'enseignant-es supprimés, locaux : les conditions d'études se dégradent incontestablement, jusqu'au paroxysme. L'Union étudiante fait de la pédagogie auprès des étudiant-es et les informe de la réalité et des enjeux pour mobiliser. Rennes I, considérée comme Université modèle, mais aussi Rennes II, qui est l'une des universités les moins bien dotées de France, subissent de plein fouet cette austérité (plans de « retour à l'équilibre », mise sous tutelle du rectorat). L'Union étudiante, est heureuse d'être présente pour la première fois au congrès de la FSU. De nombreux combats communs sont en cours. D'autres sont à venir.



Benoît Montabone, SNESUP, Maître de conférence en géographie à Rennes 2, Membre de la Commission administrative

Pas de petites victoires
Le SNESUP-FSU lutte actuellement contre les coupes budgétaires qui obligent les universités à voter des budgets déficitaires et à piocher dans les réserves. Cela se traduit par des gels de postes enseignants et administratifs, des fermetures de formations et un renoncement à investir dans le bâti pour une transition énergétique. À Rennes 2, cette année, la baisse du budget a entraîné un déficit de 4,5 M d'euros. Depuis septembre, personnels et direction sont mobilisés via la presse et auprès des parlementaires locaux et au niveau national avec France Universités. Une AG des personnels en décembre et une journée d'action sur le campus ont permis d'obtenir 1 M d'euros : insuffisant mais c'est un premier pas. Aujourd'hui, les étudiant-es se mobilisent sur les mêmes mots d'ordre. C'est la seule université bloquée sur ces questions : il est temps de converger avec la mobilisation des personnels et d'essaimer nationalement. La question des keylabs nous préoccupe également conjointement avec le SNCS-FSU : le CNRS veut concentrer les crédits sur quelques labo de recherche dits « d'excellence » et arrêter sa tutelle et son financement pour les autres. Grâce à la mobilisation dans les labo et en intersyndicale : le directeur du CNRS a annoncé un moratoire sur ses décisions. C'est une première victoire. »

PARTICIPANT·ES

Luttons contre la dette écologique !

Le prochain congrès du Sne-FSU se tiendra en juin 2025 ; il permettra de consolider l'équipe dirigeante qui a dû et doit encore faire face à de nombreux défis. Depuis deux mandats, le Sne impose la FSU Écologie comme un acteur incontournable de l'administration. Cette reconnaissance doit se traduire par une représentativité renforcée en 2026, avec le Snetap et le Snuitam. Le Sne-FSU doit aujourd'hui faire face aux attaques contre les agent-es et à la volonté du gouvernement de fragiliser les politiques environnementales et le service public qui les applique. Le démantèlement de nos ministères nous empêche d'obtenir les arbitrages budgétaires et les effectifs indispensables à la poursuite de nos missions. La FSU doit imposer un ministère de l'environnement fort et décisionnaire sur tous les textes de loi de la politique environnementale. Le Sne poursuivra sa collaboration avec la FSU afin de porter ses revendications au niveau de la Fonction publique. ♦

Véronique Caraco, secrétaire générale du Sne-FSU



Défendre les missions de services publics

Créé en 2012 par la fusion de plusieurs syndicats et consolidé en 2015, le SNUITAM-FSU agit au sein des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Intérieur. Opposé au démantèlement des services publics, il défend leurs missions au service des citoyen·nes.

Depuis janvier 2024, une partie des contrôles en matière de sécurité alimentaire a été transférée au secteur privé. Or, cette mission cruciale pour la santé des consommateurs et consommatrices doit rester une compétence du service public afin de garantir l'intérêt général.

Par ailleurs, l'instauration du contrôle unique en exploitation agricole, sous l'influence de certains syndicats agricoles, a considérablement réduit les contrôles. Ce dispositif affaiblit l'action de l'État et représente un recul inacceptable aux conséquences néfastes pour l'environnement, que le SNUITAM dénonce fermement. ♦

De gauche à droite, Fabienne Dupas, Olivier Santoul, Rosette Thetis



AUJOURD'HUI

Mayotte après les tempêtes

À Mayotte l'urgence est à la reconstruction. Partout dans les Départements et régions d'outre-mer, il faut établir et rétablir l'égalité.

Après le passage de Chido et de Dikeledi, la vie à Mayotte semble reprendre, avec ses coupures d'eau sectorielles, ses embouteillages monstres et ses arbres blessés qui reverdisent. Les stigmates sont encore très apparents et plusieurs bureaux restent encore fermés, le rétablissement de l'électricité n'est toujours pas effectif dans tous les foyers, la communication téléphonique et le réseau Internet sont encore très aléatoires voire impossibles dans certaines zones.

La reprise des cours se fait à l'aveugle et à marche forcée. Il a fallu plusieurs interventions de la FSU au ministère pour que le recteur daigne organiser une rencontre avec les syndicats. Malgré cela, il n'est toujours pas en mesure de présenter un état des lieux précis du bâti scolaire ni de celui des enseignant-es prêt-es à reprendre le travail malgré le traumatisme. Il compte sur la reprise administrative pour affiner avoir connaître la réalité de la situation.

Pour les collègues, il est hors de question de reprendre le travail dans des écoles qui sont encore dangereuses : fils électriques apparents aux murs ou dans les cours de récréations, clôtures à terre...

Les mesures proposées ne répondent pas aux besoins urgents de la population. Comme si le cyclone avait épargné certain-es, l'aide exceptionnelle de 2 000 € a été accordée aux seuls personnels rémunérés à l'indice 448, créant découragement et irritation chez nos collègues. Les centres



d'écoute sont souvent inaccessibles et l'absence d'offre de logement pour les enseignant-es qui ont tout perdu après Chido est inquiétante.

L'académie a reconnu que 30 % des écoles sont impraticables ; une estimation qui nous paraît bien en-deçà de la réalité. Le système des rotations (deux écoles qui accueillent alternativement leurs élèves dans un même établissement par demi-journée) qui concernaient jusqu'alors un peu plus de la moitié des écoles va obligatoirement augmenter. Dans certains endroits, un même établissement scolaire alternera avec trois écoles (7h-10h15, 10h30-13h45 et 14h-17h15).

Non aux faux plans !

Plusieurs milliers d'élèves vont donc devoir faire plusieurs kilomètres supplémentaires à pied pour se rendre à l'école sans qu'aucune solution de transport scolaire ne soit proposée ni envisagée. Au lieu de mettre le paquet pour normaliser l'Éducation nationale à Mayotte, les tempêtes Chido et Dikeledi sont devenues pour le ministère une excuse supplémentaire pour amplifier le bricolage pédagogique, déjà fermement dénoncé par les parents d'élèves et les enseignant-es. La Ministre veut à tout prix faire cette rentrée mais se moque des conditions de travail et de la qualité de l'enseignement qui sera prodigué. Elle veut juste faire croire que le gouvernement est au chevet des Mahorais et Mahoraises.

Le projet de loi d'urgence intitulé « Mayotte debout » aurait pu faire rêver à une vraie (re)construction de l'île et à un avenir meilleur pour Mayotte mais lorsqu'on lit dans son

DROM : à défendre

Ces quinze dernières années, les DROM ont été touchés par des grèves illimitées et violentes. En 2009, le mouvement du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon, Collectif contre l'exploitation outrancière) en Guadeloupe sur la cherté de la vie avait irradié la Martinique, la Guyane, La Réunion, puis Mayotte en 2011. L'insécurité a mobilisé les Guyanaises et Guyanais en 2017 et Mayotte en 2018. Ces mobilisations ont toujours débouché sur des engagements et de plans d'urgence qui n'ont jamais été suivis d'effets.

La rupture d'égalité est devenue malheureusement une norme, à la fois en ce qui concerne les traitements et les conditions de travail des agent-es publics et la qualité des services publics. Par exemple, contrairement à d'autres départements, il n'existe pas de prime de fidélisation pour les contractuel·les pour la Guyane ou Mayotte, alors que qu'elles et ils représentent respectivement 20 % et 43 % des agent-es. Sur le bâti scolaire, les exigences de sécurité sont abandonnées : alors que tout établissement scolaire construit avant le 1^{er} juillet 1997 doit disposer d'un dossier technique amiante tenu à jour, cette exigence n'est pas respectée dans les DROM et aucun dispositif n'est mis en place dans les Antilles pour le chlordécone. Il n'y a pas de politique volontariste de l'État pour combattre l'échec scolaire dans les DROM. Le ministère continue de supprimer des postes pour des raisons démographiques alors qu'il peut se saisir de cette opportunité pour avoir une approche plus « qualitative ».

Il faudrait un plan de recrutement, de construction, de rénovation et d'équipement des établissements scolaires mais les dispositifs mis en place sont insuffisants et inadaptés. Dans ce contexte, les DROM ont plus que jamais besoin de la solidarité syndicale nationale pour arracher des victoires !

exposé des motifs qu'il s'agit d'une « reconstruction à l'identique », c'est la déception qui se transforme brusquement en colère. ♦

CHIFFRE DU JOUR

25

C'est le nombre de congressistes qui chanteront lors du karaoké de la soirée festive ce soir. Courage à elles et eux... ou à nous !

LE PLUS JEUNE CONGRESSISTE



Baptiste Legrand ne fait pas les choses à moitié : s'il est le plus jeune délégué cette semaine, le néo-congressiste en provenance de la Somme exerce déjà des mandats importants. Professeur documentaliste au Lycée général technologique et agricole Le Paraquet d'Amiens depuis trois ans, Baptiste est à la fois cosecrétaire régional Hauts-de-France SNETAP-FSU et cosecrétaire départemental de la FSU 80. Volontaire pour prendre ces fonctions suite à deux départs, le militant de 26 ans s'est documenté et a été épaulé par ses camarades. Pour lui, se syndiquer est un devoir, militer a été une évidence et le choix de la FSU aussi, tant il l'associait à la Fonction publique et au métier de professeur.

Pas d'appréhension pour ce premier congrès fédéral, le tuilage a été fait. Baptiste est content de rencontrer d'autres militant-es, de visiter la belle ville de Rennes (et ses « estaminets ») mais il attend aussi des prises de positions claires sur ce rapprochement entre syndicats de luttes et de transformation sociale qu'il expérimente sur le terrain. De par son métier, le thème de la justice sociale et environnementale le touche particulièrement aussi. Quant aux différences générationnelles avec les nombreux « cheveux gris » de l'assemblée, cela lui permet d'avoir des échanges de points de vue intéressants et de comprendre qu'il faut continuer à se battre pour les avancées acquises. Souhaitons de grandes luttes victorieuses à Baptiste ! ♦



Victoria, professeure des écoles.

S'engager auprès de ceux qui se mettent au service des autres, c'est ça être assurément humain.



GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512Z - Siège social : 148, rue Anatole France 92300 Levallois-Perret. @Julien Magre

AUX CÔTÉS DES PERSONNELS D'ÉDUCATION DEPUIS 120 ANS

Pour adhérer à L'ASL

- Téléchargez le bulletin d'adhésion
- Contactez votre délégation <https://infos.autonomie-solidarite.fr/contacter-l-asl>

UICOP - 01 83 75 05 12 © Photo: Shutterstock - Décembre 2024 - 15174 - 16163

INVESTIS À VOS CÔTÉS POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES SALARIÉS

- » Réorganisation, déménagement, fusions, suppressions de postes
- » Télétravail et nouvelle organisation du travail
- » Risques professionnels, stress et risques psychosociaux
- » Accompagnement à la délégation d'enquête
- » Égalité Femmes-Hommes
- » Expertise, formation et appui conseil aux équipes syndicales

40 ans d'expérience en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail. 200 experts spécialisés à votre service.

Patrick Loire, Associé, Secteur Fonction Publique
06 72 93 12 19 • patrick.loire@secafi.com
BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • NANTES • PARIS • TOULOUSE

LE MENU DU JOUR

DÉJEUNER • BUFFET

Crudo de thon, tagliatelles de légumes
Merlu cuisiné, crémeux de choux-fleur
Fromage
Panna cotta

DÎNER • SOIRÉE FESTIVE

SOIRÉE DE SOUTIEN PALESTINE

Judi 6 février, 19 heures : courts-métrages « Gaza stories »
21 heures : concert
Ateliers du Vent, 59 rue A. Duval
Métro arrêt Mabilais

plus d'informations

AUTOUR DE NOUS



WAR! En dédicace au centre des congrès en octobre dernier.

WAR!

Un nom d'artiste comme un cri, en référence à la chanson de Bob Marley.

Les œuvres de ce street artiste en treillis, armé d'une perche et d'un rouleau, n'ont de belliqueux qu'un appel au combat pour un monde plus juste, plus écologique et sans conflits. Car WAR! est un street artiste engagé. Sur un entrepôt squatté par des

réfugié-es, il dessine une autruche géante, tête enfouie dans le sol, pour symboliser l'abandon des autorités. Quand il peint de majestueux éléphants il y appose le message « Tout doit disparaître » pour sensibiliser aux extinctions animales. Sa dernière création est un colibri tenant en son bec le drapeau palestinien.

La nature est sa source d'inspiration principale. Abeille, hermine, poisson, héron, libellule, suricate, loup...



son « bestiaire », comme il le nomme, vient créer la surprise dans les méandres urbains et nous rappeler la grandeur et la force de la nature.

La technique de la perche et du rouleau est très physique mais elle permet d'atteindre des surfaces et des recoins inaccessibles. Ses œuvres sont aussi impressionnantes que facilement identifiables. Elles sont venues façonner le paysage rennais au fil des années, les équipes de nettoyage ayant fini par passer leur chemin.



WAR! est un artiste autodidacte, il n'est jamais allé en école d'art. Il fait le choix d'avancer masqué, comme nombre d'artistes noctambules. Il est un peu le Banksy rennais. Pour plonger dans son univers poétique et combatif, allez au stand de la librairie du congrès feuilleter son magnifique ouvrage issu de six ans d'introspection artistique.

À quelques pas du centre des congrès vous pourrez croiser une grue, rue Gaston Tardif, un colibri, quai Duguay Trouain, un thon, sous le pont Bagoul, une hermine, rue Victor Hugo. ♦



avoir du fi en genouille



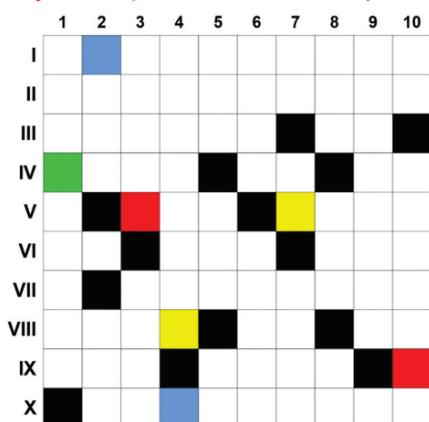
avoir du fil en quenouille (avoir du pain sur la planche)

REMUE-MÉNINGES

Chaque jour, retrouvez ici un jeu concocté par vos camarades hôtes. Découpez et déposez votre bulletin-réponse dans l'urne située au stand de la FSU35. Un tirage au sort désignera le ou la gagnante qui pourra venir retirer son lot au stand.

SOLUTION DU JEU DU MARDI 04 FÉVRIER : Robert Surcouf, corsaire malouin (bateau) ; Anne de Bretagne, reine de France (couronne) ; René Laënnec, inventeur du stéthoscope ; Hélène Jegado, tueuse en série (flacon de poison) ; Jacques Cartier, explorateur (feuilles d'érable)

Aujourd'hui, ami-es cruciverbistes, nous vous invitons à reconstituer un mot grâce aux cases colorées de ces mots-croisés.



Horizontalement :

- I. Le militant de la FSU 35 en est un.
- II. Fille d'une union.
- III. Longue à la détente. L'argent en formule.
- IV. Certains sont Décoratifs. Entrée en Bretagne. Chez des Anglais.
- V. Racine viticole. Père d'Adèle et Esmeralda.
- VI. Fédérés chez nous. Se comporta comme un âne. Le point d'indice est toujours en froid avec lui.
- VII. On les aime publics.
- VIII. Faites l'innocent. Sujet fréquent. Patron du jour.
- IX. Type de garage. Quelle voix elle a !
- X. Raserai de près.

Verticalement :

1. Cousine bretonne.
2. 5 millions d'Allemands entre usines et forêts. Essence surexploitée.
3. Muse à lyre. Proche des côtes, bretonnes ou thoraciques.
4. Dédaignerez.
5. Mesure de mixité sociale. Seulement allemand. Pris pour un pigeon.
6. Fut un Tombeur. Mis bas.
7. Bords de Loire. Facteur à l'hôpital. Vilaine est sa voisine.
8. Boîte à images. Boîte à écrans. Partir et revenir.
9. À la FSU, nous le sommes au quotidien.
10. Le nouveau est petit. Fit Guerre et paix.

Mot trouvé :

Nom : Prénom : SD/SN : Tél :

**On assure ceux
qui assurent
l'avenir des
citoyens de
demain.**

**MAIF, assurance n°1
des enseignants*.**



* Enquête en ligne YouGov France commandée et réalisée pour le compte de la MAIF en février 2023 auprès de 500 professeurs, instituteurs ou enseignants en activité âgés de 18 ans et +. MAIF - société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances.



**COMME NOUS,
REJOIGNEZ LA CASDEN,
LA BANQUE DE
LA FONCTION PUBLIQUE !**

Mark, Marcia - Elisabeth, Patrick, Thérèse, agents de La Fonction publique

casden.fr



Retrouvez-nous chez



**On s'engage pour celles
et ceux qui s'engagent.**

MGEN. Première mutuelle des agents du service public
On s'engage mutuellement



MGEN, membre du groupe VVY, est une mutuelle régie par le Code de la mutualité et la première mutuelle en cotisations individuelles. Classement Argus de l'assurance, oct. 2024. © Illustration - Camille Huinca



**Agents actifs de la fonction publique de l'Etat,
profitez aussi des Chèques-Vacances !**

**Épargnez entre 4 à 12 mois,
recevez un abondement de l'État de 10 à 35%
du montant de votre épargne... et profitez !**

POUR EN SAVOIR + :
www.fonctionpublique-chequesvacances.fr



Agence Nationale pour les Chèques-Vacances - 36, Boulevard Henri Bergson - CS 50159 - 95201 Sarcelles Cedex - Établissement public industriel et commercial - 326 817 442 RCS Pontoise - N° TVA Intracommunautaire FR 06 326 817 442 - Immatriculation ATOUT France : IM095130003 - Garant : GROUPEAMA ASSURANCE-CREDIT - Assurance CP : MAIF Photos © Getty Images. Réalisation : Compos Juliot.

PUBLICITE